



## **EXTRAIT DE PÉTITION** **(Conforme au Règlement)**

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 59 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QU'**Israël est en violation permanente des résolutions des Nations-Unies par son refus d'obtempérer à plus de 50 résolutions depuis 1947 parmi lesquelles, la résolution 2334 du Conseil de sécurité de 2016 exigeant la fin de la politique de colonisation des territoires palestiniens;

**CONSIDÉRANT QU'**Israël, en tant que force occupante, déroge au droit international qui lui impose, entre autres, l'obligation d'assurer la protection de la population civile et l'approvisionnement des populations occupées;

**CONSIDÉRANT QUE** la politique canadienne sur les aspects clés du conflit israélo-palestinien ne reconnaît pas le contrôle israélien des territoires occupés et souscrit à la création d'un État palestinien;

**CONSIDÉRANT QUE** la nation québécoise a souligné à maintes reprises sa solidarité avec le peuple palestinien à travers des pétitions et des manifestations ainsi qu'à travers ses institutions parlementaires et gouvernementales;

**CONSIDÉRANT QUE** l'ouverture d'un bureau du Québec en Israël va encourager ce dernier dans son refus de s'engager dans la voie de la paix;

**CONSIDÉRANT QUE** le soutien inconditionnel des puissances occidentales procure à Israël une totale impunité lui permettant d'agir en faisant fi de toutes les résolutions des Nations-Unis.

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec d'annuler l'ouverture du bureau du Québec à Tel-Aviv tant et aussi longtemps que le gouvernement israélien renie ses obligations imposées par le droit international envers le peuple palestinien et qu'il enfreint les résolutions des Nations-Unies et les accords de paix.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

---

**Ruba Ghazal**  
**Députée de Mercier**

**14 février 2024**

---

**Date de signature de l'extrait**